

À la une



Arab War Risks Insurance Syndicate Concludes its 46th Annual General Assembly with New Committee Named

08/07/2026

Manama, Kingdom of Bahrain: The Arab War Risks Insurance Syndicate (AWRIS) successfully concluded its 46th Annual General Assembly (AGM), held on 2 July 2026 at The Ritz-Carlton, Manama, Kingdom of Bahrain. Held in a hybrid format, the AGM gathered more than 40 members representing 15 Arab countries and with overall participation reaching 81.30% of its membership. This included senior representatives from the region’s leading insurance and reinsurance companies, who undertook a full review of Syndicate’s performance for the year 2025 and its future direction.

During the meeting, members reviewed and approved the Technical Board’s annual report and the audited financial statements for the year ended 31 December 2025. AWRIS delivered strong financial performance for the year, with net premiums rising by 22.4% and net profit increasing by 20.6% compared with the previous year. Results were further supported by improved investment returns – a 3.1% increase in return on investment – alongside the effective control of expenses. These results reflect the Syndicate’s continued financial strength, disciplined underwriting approach, and effective investment strategy.

The Assembly also approved a number of key items on its agenda, including the discharge of the Technical Board, the admission of new member companies – further expanding AWRIS’s membership base to more than 200 insurance and reinsurance companies across the Arab region.

The meeting also saw the appointment of the Syndicate’s external auditor for the 2026 financial year. Members additionally elected the Technical Board for the coming term 2026 – 2029 comprising of :

- Dr. Ali Al Wazaney – Chairman,**
- Mr. Sultan Alkhomashi – Vice Chairman**
- and members: Mr. Alaa El-Zoheiry,**
- Dr. Abdullah Sultan,**
- Mr. Fateh Bekdash,**
- Ms. Lamia Ben Mahmoud,**
- Ms. Enas Fouad Naguib,**
- Mr. Ali Al-Hendal and Mr. Jassim Ali Al-Moftah.**



Tunisie – Assurances : Le grand chantier 2026-2030 est lancé P.03

Développement durable : La Tunisie classée 3ème en Afrique en 2026 P.04

L’Algérie :le secteur des assurances connaît une faible évolution : Un chiffre d’affaires de plus de 57 milliards DA au 1er trimestre 2026 P.05

L’assurance africaine à la croisée des chemins P.06

Fraude à l’assurance automobile : l’intelligence artificielle ouvre une nouvelle ère des faux sinistres P.12

The Syndicate’s financial resilience was further underscored by AM Best, which, for the fourth consecutive year, has affirmed AWRIS’s strong ratings with a stable outlook, highlighting its financial solidity and sound underwriting practices.

SOMMAIRE

Tunisie – Assurances : Le grand chantier 2026-2030 est lancé	03	Tanzania Targets Three Percent Insurance Penetration by 2030 to Boost Economy	07
El Niño : la Tunisie face au risque d'un hiver exceptionnellement chaud ou de pluies diluviennes	03	Arab War Risks Insurance Syndicate Concludes its 46th Annual General Assembly with New Committee Named	08
Développement durable : La Tunisie classée 3ème en Afrique en 2026	04	Risk of supply shocks from ME conflict likely to remain elevated, with specialty lines most directly exposed	09
L'Algérie: le secteur des assurances connaît une faible évolution : Un chiffre d'affaires de plus de 57 milliards DA au 1er trimestre 2026	05	Registration for GAIF35 gains momentum	10
Maroc: l'e-santé au Maroc franchit le cap historique de 1,2 milliard de dollars	05	Climat : le retour d'El Niño accroît le risque de phénomènes extrêmes	10
États généraux de la FANAF : Cotonou ouvre le chantier de l'assurance inclusive africaine	06	China looks to accelerate the development of the Shanghai International Reinsurance Center	11
L'assurance africaine à la croisée des chemins	06	Fraude à l'assurance automobile : l'intelligence artificielle ouvre une nouvelle ère des faux sinistres	12

TUNISIE**Entreprises** Magazine**Tunisie – Assurances : Le grand chantier 2026–2030 est lancé****06/07/2026**

Le secteur tunisien des assurances devrait connaître une transformation en profondeur d'ici 2030, avec en tête de liste la création d'une couverture nationale contre les catastrophes naturelles, une réforme du Code des assurances et une refonte du régime automobile, selon le plan quinquennal validé par le Comité Général des Assurances (CGA).

Ce programme, conçu pour la période 2026–2030, ambitionne de renforcer la capacité financière des assureurs afin qu'ils puissent peser et contribuer davantage dans le financement de l'économie tunisienne, en canalisant une part accrue de l'épargne des ménages vers l'investissement productif et d'étendre la couverture assurantielle à des franges de la population aujourd'hui peu ou mal protégées, tout en accélérant la transition numérique et en revoyant les règles de gouvernance qui encadrent la profession. La montée des périls climatiques a conduit les autorités à ériger la protection contre les catastrophes naturelles en chantier prioritaire avec un nouveau texte de loi qui devrait poser les bases juridiques d'une couverture qui engagerait à la fois les entreprises et les particuliers face aux sinistres liés au climat. En parallèle, les assureurs travailleront à la construction d'un modèle actuariel destiné à chiffrer avec précision le prix de cette garantie et à en calibrer les paramètres techniques. Des travaux complémentaires porteront sur les conséquences qu'un tel régime pourrait avoir sur la solvabilité des compagnies, pendant qu'une campagne d'information sera lancée pour familiariser le grand public avec ce dispositif et son utilité pour la stabilité économique et sociale du pays.

Pour le secteur agricole, le Comité prévoit que les produits destinés aux exploitants seront revus et diversifiés, avec à la clé une obligation d'assurance qui s'appliquera progressivement à certaines catégories de producteurs. Le traitement des dossiers d'indemnisation sera simplifié, et des cycles de formation viseront aussi bien les agriculteurs que les courtiers et les experts chargés d'estimer les dégâts subis par les cultures.

Concernant l'assurance automobile, le cadre qui régit le Bureau Central de Tarification sera remanié, et un mécanisme de mutualisation verra le jour pour prendre en charge les demandes d'assurance rejetées dans les segments considérés comme les plus exposés, à l'image du transport rural, des taxis ou de la location de véhicules.

Enfin, la révision du Code des assurances doit permettre de donner un nouvel élan à l'assurance-vie et d'enrichir l'offre en matière de retraite complémentaire, le texte prévoyant par ailleurs d'ouvrir le réseau de distribution à de nouveaux acteurs, la bourse et les institutions financières figurant désormais parmi les intermédiaires habilités à commercialiser des produits d'assurance.

**El Niño : la Tunisie face au risque d'un hiver exceptionnellement chaud ou de pluies diluviennes****08/07/2026**

La Tunisie pourrait être confrontée, dans les prochains mois, à des perturbations climatiques majeures liées au phénomène El Niño, avec deux scénarios possibles : un hiver marqué par des températures exceptionnellement élevées ou, à l'inverse, des épisodes de pluies intenses susceptibles de provoquer des inondations localisées.

Face à ces risques, l'ingénieur en environnement et expert des questions climatiques, Hamdi Hachad, appelle les autorités à déclarer un état d'urgence climatique afin d'anticiper les conséquences de ce phénomène sur l'économie nationale, l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Intervenant lundi 6 juillet 2026 sur Diwan Fm, l'expert a estimé que plusieurs pays ont déjà adopté cette démarche afin de renforcer leur capacité de réaction face aux effets du changement climatique. Selon lui, la Tunisie gagnerait à mettre en place des mesures préventives avant que les premiers impacts ne se manifestent.

Hamdi Hachad explique que le premier scénario envisageable est celui d'un hiver aux allures estivales, avec des températures largement supérieures aux normales saisonnières. Le second scénario, tout aussi préoccupant, prévoit des précipitations abondantes et concentrées sur de courtes périodes, susceptibles de provoquer des crues soudaines dans certaines régions du pays.

L'expert plaide ainsi pour l'instauration d'un système national d'alerte précoce, fondé à la fois sur des données scientifiques et une coordination institutionnelle efficace. Il estime également que les risques climatiques devraient désormais être intégrés aux politiques publiques relatives à la sécurité nationale, compte tenu de leurs répercussions sur les ressources en eau, la production agricole et les infrastructures.

Ces mises en garde interviennent alors que l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a récemment appelé les États à se préparer aux effets d'El Niño. L'organisation explique que ce phénomène climatique résulte d'un réchauffement anormal des eaux de surface de l'océan Pacifique équatorial, capable de modifier les régimes de températures et de précipitations à l'échelle mondiale et d'accroître la fréquence des événements météorologiques extrêmes. Selon les dernières prévisions de l'OMM, la probabilité de développement d'El Niño atteint 80 % entre juin et août 2026. Cette probabilité pourrait dépasser 90 %, avec une persistance du phénomène au moins jusqu'en novembre 2026.

Si les effets précis d'El Niño varient d'une région à l'autre, les climatologues soulignent que ce phénomène peut accentuer les épisodes de chaleur, les sécheresses ou, au contraire, provoquer des pluies exceptionnellement abondantes. En Tunisie, son impact dépendra également des conditions météorologiques régionales et de l'évolution des autres facteurs climatiques au cours des prochains mois.



Développement durable : La Tunisie classée 3ème en Afrique en 2026

03/07/2026

Dans la région, la Tunisie affiche un niveau de progression relativement avancé en matière d'Objectifs de développement durable.

Le Sustainable Development Report 2026, publié par le réseau d'experts SDSN (Sustainable Development Solutions Network) sous l'égide des Nations unies, évalue chaque année les progrès des pays vers les Objectifs de développement durable (ODD).

L'Indice des ODD mesure le niveau d'avancement de 169 pays dans la réalisation des 17 objectifs fixés par l'ONU à l'horizon 2030. Il repose sur un ensemble d'indicateurs économiques, sociaux et environnementaux couvrant notamment la pauvreté, la santé, l'éducation, le climat et l'énergie.

Un score de 71,3 signifie que la Tunisie a déjà accompli une part importante de ses objectifs de développement durable, mais qu'elle n'a pas encore atteint leur pleine réalisation complète.

Concrètement, plus le score se rapproche de 100, plus un pays est considéré comme performant dans la réalisation des ODD. À l'inverse, un score intermédiaire traduit une situation de progrès réel, mais encore inégal selon les secteurs. (112e).

Dans le cas de la Tunisie, d'après le rapport, les résultats témoignent d'un niveau relativement avancé en matière d'accès aux services sociaux de base, notamment la santé et l'éducation. Toutefois, certains défis continuent de peser sur la performance globale, en particulier les inégalités territoriales, la pression sur les ressources naturelles et les enjeux liés à la croissance économique durable.

Le Maroc, le pays le mieux classé de la région

Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) et en Afrique, le Maroc s'impose comme le pays le mieux classé. Il occupe la 68e place mondiale, avec un score de 71,7. Cela s'explique par des avancées plus rapides dans plusieurs secteurs liés aux infrastructures, aux politiques sociales et à la transition énergétique. Pour le reste des pays africains, le Maroc est suivi par l'Algérie, classée 70e mondiale avec un score de 71,3. Après la Tunisie, vient l'Égypte, à la 86e place avec un score de 69. Plus loin dans le classement figurent le Cap-Vert (95e), l'île Maurice (97e), la Namibie (100e), le Kenya (106e), l'Afrique du Sud (109e), Sao Tomé-et-Principe (111e) et le Botswana (122e).

De manière générale, les pays africains restent confrontés à un retard structurel dans la réalisation des Objectifs de développement durable. Les scores observés traduisent des défis profonds liés à la pauvreté, aux inégalités sociales, à l'accès aux services de base et à la vulnérabilité climatique.

Cependant des pays du Maghreb, Maroc, Tunisie et Algérie, se distinguent par des performances relativement plus avancées, d'après le rapport, même si des écarts importants subsistent encore dans les modèles de croissance et la transition vers un développement pleinement durable.

La Finlande en tête du classement mondial des ODD À l'échelle mondiale.

La Finlande arrive en tête du classement du développement durable, avec un score de 87,4. Le pays nordique s'impose comme la référence en matière de mise en œuvre des ODD, grâce à des politiques publiques avancées en matière d'éducation, de protection sociale, de transition énergétique et de gouvernance environnementale.

Elle est suivie par un groupe de pays européens qui dominent largement le haut du classement : la Suède, le Danemark, la Norvège, l'Allemagne, mais aussi l'Australie, la France, le Royaume-Uni, l'Islande et la Tchéquie, qui complètent le top 10 mondial.

À l'inverse, les pays les moins bien classés sont principalement situés en Afrique subsaharienne et en situation de fragilité structurelle. Le Soudan du Sud, la République centrafricaine, le Tchad ou encore la Somalie figurent parmi les derniers du classement.

Ces rangs s'expliquent par des défis multiples et cumulatifs : instabilité politique, conflits armés, pauvreté extrême, insuffisance des infrastructures de base et accès limité aux services essentiels comme la santé, l'éducation ou l'électricité.

Maghreb

El Watan

Le quotidien indépendant

Le secteur des assurances connaît une faible évolution : Un chiffre d'affaires de plus de 57 milliards DA au 1er trimestre 2026

04/07/2026

Le marché national des assurances a connu une certaine stagnation au premier trimestre 2026 par rapport à la même période de l'année précédente. L'évolution n'est que de 0,2% pour le chiffre d'affaires qui a atteint 57,3 milliards de dinars (DA), selon la note de conjoncture du Conseil national des assurances (CNA).

La bonne tenue des assurances automobiles, l'assurance Takaful et les activités de réassurance internationale n'ont finalement pas induit une augmentation du chiffre d'affaires du secteur. En détail, les sociétés d'assurances de dommages demeurent le principal moteur du secteur avec une part de 80,2% de la production globale, totalisant près de 46 milliards de DA de primes émises, en baisse de 1,4%, pour près de 2,5 millions de contrats souscrits. Les assurances de personnes ont, pour leur part, enregistré un chiffre d'affaires de 6,4 milliards de DA, en recul de 4,5%, tandis que l'activité Takaful a poursuivi son développement avec des contributions de 358,3 millions de DA, en hausse de près de 53%. Les acceptations internationales de réassurance ont également affiché une évolution positive de 26,1%, portant leur chiffre d'affaires à 4,6 milliards de DA. Les déclarations se sont par ailleurs chiffrés à 20,4 milliards de DA, en légère baisse de 0,2%, alors que les indemnités ont progressé de 12,2% pour s'établir à 17,3 milliards de DA. Le stock des sinistres à payer a été évalué à 127,3 milliards de DA, en recul de 1,3 milliard de DA sur un an.

La reprise des importations de véhicules relance l'assurance automobile

Le bilan du CNA fait également ressortir un recul dans la branche des assurances de dommages de l'ordre de 1,4% à 45,9 milliards de DA. Le CNA explique cette tendance par la baisse de 16,2% de la branche Incendie, risques divers (IRD) et du recul de 8,4% de l'assurance transport. Ces résultats ont été partiellement compensés par la progression de plusieurs branches, en particulier l'assurance automobile.

Cette dernière a enregistré une croissance de 11,8% pour atteindre 25,2 milliards de DA, portée notamment par la reprise des importations de véhicules de moins de trois ans, l'augmentation des nouvelles souscriptions et le développement du segment des flottes. L'assurance agricole a également affiché une hausse de 30,1%, à 836,2 millions de DA, grâce au développement des assurances de production animale et végétale, alors que la branche crédit a progressé de près de 5% à 563 millions de DA. Dans le segment des assurances de personnes, le repli était de 4,5%, principalement sous l'effet des baisses dans les branches prévoyance collective (-7,4%), vie-décès (-2,1%) et assistance (-12,3%).

La branche accident a néanmoins progressé, selon la même source de 11,9%, alors que la capitalisation a connu une forte hausse de 388,3%, bien que sur des volumes limités. Autre indicateur : Le segment Takaful a confirmé sa dynamique de croissance. Le Takaful général a plus que doublé ses contributions (+102%) à 261,2 millions de DA, grâce notamment aux branches automobile et IRD, tandis que le Takaful familial a enregistré une baisse de 7,7% à 97,1 millions de DA.



Maroc: l'e-santé au Maroc franchit le cap historique de 1,2 milliard de dollars

06/07/2026

Le marché de l'e-santé au Maroc franchit un cap historique en atteignant une valorisation de 1,2 milliard de dollars, selon une récente étude du cabinet Ken Research. Propulsée par la crise sanitaire et soutenue par la hausse du coût des soins ainsi que par la recherche d'un accès médical plus rapide, la santé numérique est en passe de redessiner durablement le paysage médical du pays.

«Fondée sur une analyse de cinq années de recul, cette transformation progressive touche de nombreux outils allant des applications mobiles à la télésurveillance, en passant par les systèmes d'information hospitaliers et les solutions de prescription électronique», indique le quotidien Les Inspirations Eco et rapporte le 360.

Cette mutation profite en premier lieu aux établissements hospitaliers. Le déploiement national de l'e-santé se heurte encore à des défis structurels majeurs, notamment le déficit de connectivité Internet et le manque d'infrastructures dans les zones rurales.

Le rapport de Ken Research souligne que la structuration complète de ce marché dépendra fortement de l'intégration de la télémédecine dans le système de santé public, de la digitalisation des hôpitaux via le cloud et de la clarification des cadres réglementaires, en particulier concernant les autorisations d'exercice, la protection des données personnelles et les modalités de remboursement des actes par les assurances.

Parallèlement à ce constat, le Centre d'innovation en e-santé (CleS) a publié un Livre blanc qui trace une feuille de route pour accompagner cette transition. Pour réussir la transformation numérique globale, l'organisme préconise la mise en place d'une gouvernance nationale dédiée, le renforcement de la sécurité informatique et l'instauration de standards d'interopérabilité pour faire communiquer les différents systèmes.

Afrique

Financial Afrik

États généraux de la FANAF : Cotonou ouvre le chantier de l'assurance inclusive africaine

06/07/2026

Cotonou, 6 juillet 2026. Plus de 400 participants issus d'une vingtaine de pays africains se retrouvent au Sofitel Cotonou Marina pour les premiers États généraux de l'Assurance pour Tous, organisés par la Fédération des Sociétés d'Assurances de Droit National Africaines (FANAF) et l'Association des Sociétés d'Assurances du Bénin (ASA Bénin). Pendant trois jours, du 6 au 8 juillet, assureurs, réassureurs, régulateurs, ministres, bailleurs de fonds, fintechs et représentants des consommateurs réfléchiront aux moyens d'accélérer l'inclusion assurantielle sur le continent et d'aboutir à l'adoption d'un Pacte panafricain de l'assurance inclusive.

La cérémonie d'ouverture est marquée par les allocutions de Hervé Tchiakpè, président en exercice de l'Association des Sociétés d'Assurances du Bénin (ASA Bénin) et par ailleurs directeur général de L'Africaine Vie Bénin, puis de Mamadou G.K. Koné, président de la Fédération des Sociétés d'Assurances de Droit National Africaines (FANAF). Les travaux seront officiellement ouverts par Aristide Médenou, ministre de l'Économie et des Finances, chargé de la Coopération du Bénin. Ces interventions donneront le ton de trois journées de réflexion consacrées à la transformation d'un secteur qui ne représente encore qu'environ 1 % des primes mondiales d'assurance, alors que l'Afrique regroupe près de 20 % de la population mondiale.

Au programme figurent dix ateliers thématiques consacrés notamment à l'assurance agricole, à la protection des PME, à l'assurance vie, à la micro-assurance santé, aux innovations technologiques, à la réforme de la réglementation, à la fiscalité et au financement de la transformation du marché. Les travaux doivent s'achever le 8 juillet par l'adoption d'un Pacte panafricain de l'assurance inclusive, appelé à constituer une feuille de route pour les marchés africains.

- **L'Afrique représente 19 % de la population mondiale, mais moins de 1 % des primes d'assurance mondiales.**
- **Le taux moyen de pénétration de l'assurance dans l'espace CIMA est inférieur à 1%.**
- **Le continent compte déjà plus de 600 millions de comptes Mobile Money, un levier majeur pour démocratiser l'assurance.**
- **Les États généraux réunissent 400 participants issus de plus de 30 pays.**
- **L'objectif affiché est de doubler le taux de pénétration de l'assurance dans l'espace FANAF d'ici 2040.**

Une formule à retenir

« Le défi n'est plus de démontrer la pertinence de l'assurance inclusive. Le défi est désormais de la déployer à l'échelle. »



Forbes
AFRIQUE

L'assurance africaine à la croisée des chemins

07/07/2026

Portée par une démographie dynamique, l'essor des classes moyennes et la digitalisation, l'assurance africaine entre dans une phase charnière. Entre consolidation, assurtechs et réformes réglementaires, le secteur pourrait enfin décoller. Reste à éviter les écueils, nombreux.

Une assurance africaine en croissance, mais toujours lilliputienne à l'échelle mondiale. C'est le constat sans fard dressé par le rapport Sigma 2025 du réassureur suisse Swiss Re, référence en la matière, qui publie chaque année un bilan complet de l'assurance. De fait, avec 69 milliards de dollars de primes émises en 2024, le continent pèse moins de 1% du marché global, alors qu'il comptabilise un sixième de la population planétaire.

Un marché sous-exploité, mais un potentiel considérable

Par ailleurs, l'essentiel de cette activité se concentre dans un nombre limité de pays. En 2024, près de 70 % des primes émises sur le continent l'ont été en Afrique du Sud, selon le dernier rapport de l'Organisation des assurances africaines (OAA), quatre autres marchés – Maroc, Kenya, Égypte et Algérie – se partageant ensuite 18 % du marché (voir infographie à la page 27). Les 49 autres pays du continent se répartissent quant à eux le (maigre) solde.

Plus fondamentalement, le faible taux de pénétration de l'assurance en Afrique reflète une réalité élémentaire : la modestie des revenus. « Dans de nombreux pays africains, où le niveau de vie reste limité, couvrir les dépenses essentielles prime encore sur la protection contre des risques futurs », rappelle Sandé Fatola, le président du Réseau Ivoirien du Management des risques et Assurances d'Entreprise (RIMRAE), qui souligne en outre « une pédagogie déficiente autour de l'assurance ».

Or, c'est précisément de là que vient la promesse. Car derrière l'é étroitesse actuelle du marché africain des assurances se profile un potentiel de rattrapage considérable, alimenté en premier lieu par la croissance démographique, l'émergence de la classe moyenne et la digitalisation. Dans son Global Insurance Report, publié en mai 2025, Allianz Research anticipe ainsi pour l'Afrique une croissance nominale de 7 % par an jusqu'en 2028, soit l'une des plus fortes progressions régionales au monde. « Ce que je vois en Afrique, c'est un continent où tout est à construire : les infrastructures, les industries, les classes moyennes, les filets de protection sociale », observe Olivier Canuel, le cofondateur du courtier d'assurance panafricain Olea Insurance Solutions, pour qui « l'assurance a un rôle essentiel à jouer dans chacune de ces constructions ».

Des assureurs encore faiblement capitalisés. Reste que nombre d'assureurs du continent demeurent faiblement capitalisés, avec des structures de gouvernance parfois peu adaptées aux exigences actuelles de solvabilité et de gestion des risques. Consciente de ces freins structurels, la Conférence interafricaine des marchés d'assurance (CIMA) – qui organise le marché des assurances dans quatorze pays d'Afrique francophone – a décidé en 2016 de relever le plancher du capital social des compagnies d'assurances à 3 milliards de francs CFA (environ 4,5 millions d'euros) pour les sociétés mutuelles et 5 milliards (7,6 millions d'euros) pour les sociétés anonymes. L'objectif affiché était alors d'accélérer la consolidation du marché.

Près d'une décennie après, « le bilan demeure mitigé », constate Mamadou Koné, le président de la Fédération des sociétés d'assurances de droit national africaines (FANAF). Celui-ci rappelle toutefois que cette approche, « fondée sur un capital minimum uniforme appliqué indistinctement aux assureurs sans réelle prise en compte de leur profil de risques », soulevait déjà des interrogations – au point que le seuil exigé pour les sociétés vie a ensuite été ramené à 3 milliards de francs CFA. Pour autant, Mamadou Koné insiste sur la nécessité de faire émerger de véritables groupes panafricains capables d'atteindre une taille critique et de généraliser des pratiques de gestion modernes.

Dans ce contexte, la consolidation du secteur est bel et bien lancée, portée par une multiplication de rapprochements entre grandes sociétés. Ces dernières années, le sénégalais SUNU Group a ainsi repris plusieurs filiales d'Allianz, tandis que l'ivoirien NSIA et le sud-africain Sanlam ont réorganisé leurs implantations en s'échangeant une série de sociétés en 2021. Ce mouvement de concentration a culminé en avril 2025 avec la création de SanlamAllianz, née du rapprochement entre Sanlam et Allianz, désormais déployée dans 27 marchés africains.

Un secteur en voie de consolidation

Ces rapprochements capitalistiques ne règlent toutefois pas le principal défi du secteur : toucher les centaines de millions d'Africains encore exclus de toute forme de couverture. C'est précisément sur ce terrain que les assurtechs apparaissent comme la prochaine frontière de croissance du marché. Pour y parvenir, elles misent sur des modèles à bas coûts appuyés sur le mobile et la data, mais surtout sur une logique d'« embedded insurance » : l'assurance n'est plus vendue seule, mais intégrée à une relation préexistante – opérateur télécom, mobile money, plateforme numérique ou fintech – afin d'abaisser les coûts d'acquisition et de rendre enfin crédible une diffusion de masse. Mamadou Koné observe toutefois que « la plupart des acteurs de l'assurtech ne disposent pas de licence d'assurance, celle-ci exigeant des niveaux de capitalisation importants ». Mais loin d'opposer nouveaux entrants et acteurs historiques, le président de la FANAF insiste sur la « logique de complémentarité de ces acteurs, les assurtechs s'adossant aux assureurs traditionnels, qui portent le risque et disposent déjà des autorisations réglementaires nécessaires ».

Autre piste à considérer pour développer la filière, « l'élargissement du périmètre des couvertures obligatoires », suggère Sandé Fatola, qui cite notamment les exemples des « assurances responsabilité civile automobile, risques chantiers, facultés maritimes, responsabilité civile professionnelle et incendie », plusieurs étant (déjà) obligatoires dans certains États. De fait, pour le président du RIMRAE, « le rôle du régulateur est essentiel afin de structurer et d'accompagner les dynamiques en cours du secteur ».



Tanzania Targets Three Percent Insurance Penetration by 2030 to Boost Economy

05/07/2026

The Tanzania Insurance Regulatory Authority has launched an aggressive campaign to increase the sector's GDP contribution to three percent by 2030.

The Tanzanian government has launched an aggressive campaign to significantly expand life insurance coverage nationwide, identifying chronically low uptake as a severe impediment to national economic resilience and the accumulation of long-term investment capital.

The strategic mandate is spearheaded by the Tanzania Insurance Regulatory Authority (TIRA), which has established a definitive target: increasing the insurance sector's contribution to the Gross Domestic Product (GDP) to an ambitious three percent by the year 2030. Achieving this metric requires a fundamental paradigm shift in how ordinary citizens and corporate entities perceive risk management and financial planning.

Aiming for the Three Percent GDP Target

The magnitude of the challenge was articulated during the official inauguration of Alliance Life Assurance Limited's new Life Insurance Sales Office in the capital city of Dodoma. Representing the Commissioner of Insurance, Dr. Baghayo Saqware, TIRA Manager for Planning and Research Mr. Edger Shao highlighted the stark reality that a vast majority of the population maintains a very limited understanding of life insurance mechanics.

The economic stakes of broad insurance penetration are profound. Beyond providing immediate financial security for families navigating catastrophic loss, insurance companies serve as critical institutional investors. The premiums collected form massive pools of patient capital that are essential for funding sovereign development.

According to TIRA, the sector's capital is intended to drive national growth through specific investment channels:

- **Sovereign Debt Markets:** Heavy investment in government securities and treasury bonds to finance the national budget deficit sustainably.
- **Infrastructure Development:** Providing the long-term capital required for capital-intensive national projects, including rail networks and energy generation facilities.
- **Corporate Expansion:** Injecting liquidity into the stock market and private equity sectors to stimulate industrial growth and job creation.
- **Financial Inclusion:** Utilizing mobile technology to distribute micro-insurance products to previously unbanked populations in the informal sector.

Addressing the Knowledge and Trust Deficit

The primary barrier to achieving the three percent target is a deep-seated public skepticism regarding the reliability of insurance claims processing. For decades, the industry across Africa has been plagued by allegations of complex policy jargon, hidden exclusion clauses, and intentionally delayed payouts.

Mr. Shao emphatically urged insurance providers to pivot their operational strategies. The industry must invest heavily in transparent product innovation, leveraging digital platforms to simplify the onboarding and claims processes. Furthermore, extensive public education campaigns are mandatory to dismantle the prevailing cultural narrative that views life insurance as an unnecessary luxury expense rather than a fundamental component of generational wealth protection.

Monde



Arab War Risks Insurance Syndicate Concludes its 46th Annual General Assembly with New Committee Named

08/07/2026

Manama, Kingdom of Bahrain: The Arab War Risks Insurance Syndicate (AWRIS) successfully concluded its 46th Annual General Assembly (AGM), held on 2 July 2026 at The Ritz-Carlton, Manama, Kingdom of Bahrain. Held in a hybrid format, the AGM gathered more than 40 members representing 15 Arab countries and with overall participation reaching 81.30% of its membership. This included senior representatives from the region's leading insurance and reinsurance companies, who undertook a full review of Syndicate's performance for the year 2025 and its future direction. During the meeting, members reviewed and approved the Technical Board's annual report and the audited financial statements for the year ended 31 December 2025. AWRIS delivered strong financial performance for the year, with net premiums rising by 22.4% and net profit increasing by 20.6% compared with the previous year. Results were further supported by improved investment returns – a 3.1% increase in return on investment – alongside the effective control of expenses. These results reflect the Syndicate's continued financial strength, disciplined underwriting approach, and effective investment strategy. The Assembly also approved a number of key items on its agenda, including the discharge of the Technical Board, the admission of new member companies – further expanding AWRIS's membership base to more than 200 insurance and reinsurance companies across the Arab region.

The meeting also saw the appointment of the Syndicate's external auditor for the 2026 financial year. Members additionally elected the Technical Board for the coming term 2026 – 2029 comprising of :

Dr. Ali Al Wazaney – Chairman,
Mr. Sultan Alkhomashi – Vice Chairman
and members: Mr. Alaa El-Zoheiry,
Dr. Abdullah Sultan,
Mr. Fateh Bekdash,
Ms. Lamia Ben Mahmoud,
Ms. Enas Fouad Naguib,
Mr. Ali Al-Hendal and Mr. Jassim Ali Al-Moftah.

The Syndicate's financial resilience was further underscored by AM Best, which, for the fourth consecutive year, has affirmed AWRIS's strong ratings with a stable outlook, highlighting its financial solidity and sound underwriting practices.

AWRIS extends its sincere appreciation to all members for their continued trust and strong participation, reflecting their strong confidence and commitment to the Syndicate. Together with its members, AWRIS looks forward to building on the momentum of this year's Assembly to further strengthen its war-risks insurance capabilities, deepen regional cooperation, and continue delivering value to its members across the Arab region.

About AWRIS

AWRIS is a trusted pool for war-risks reinsurance, offering a wide range of products for war and war-related risks, including Marine Cargo War, Marine Hull War, War on Land, Political Violence, Sabotage and Terrorism, Kidnap & Ransom, Passive War, Event Cancellation, and others. AWRIS serves its 200+ members across the Arab region with a focus on innovation, transparency, and customer care.

AWRIS has been rated by AM Best since 2022. For the fourth consecutive year, AM Best has affirmed AWRIS's strong ratings with a stable outlook. These ratings highlight the Syndicate's financial solidity and sound underwriting practices enhancing member confidence, strengthening reinsurer relationships, and reinforcing AWRIS's position in the market.

MIDDLE EAST INSURANCE REVIEW

Risk of supply shocks from ME conflict likely to remain elevated, with specialty lines most directly exposed

09/07/2026

The Middle East conflict that dominated the first half of 2026 represents the fourth major supply shock to the global economy in the past six years, according to Swiss Re Institute's (SRI) latest sigma report, "World insurance in 2026: Shock absorbers in a fragmenting world", released yesterday.

In SRI's view, even with the recent ceasefire, the risk of recurring supply-side shocks is likely to remain elevated, as countries increasingly prioritise national security, strategic autonomy and supply-chain resilience over efficiency.

While these macro-level risks threaten global trade networks, the Middle East conflict has been confined principally to risks within the region, with exposed lines facing a dual shock through both severity and frequency. Marine, aviation and trade credit are directly affected by disruptions to trade routes, airspace and energy infrastructure, says the report.

Rates in aviation, hull and political violence have increased sharply, with insurers issuing war-risk notices of cancellation and repricing. Trade credit is exposed with a lag that can go from 3–24 months, depending on the severity and persistence of the shock, as cost pressures weaken corporate balance sheets and get exposed to second-order effects.

While the immediate impacts on defaults remain limited, sustained energy-driven cost pressures can erode corporate margins and increase insolvencies and payment defaults, particularly in energy-importing regions. Allianz Trade, for example, expects a 6% increase in global business insolvencies in 2026, with one-third of the increase attributable to the Middle East conflict. This points to a delayed but potentially meaningful increase in claims frequency which will be persistence dependent.

Demand for insurance coverage

Heightened uncertainty can sustain demand for coverage and improve underwriting conditions where capacity remains disciplined. This two-sided effect — higher risk alongside stronger pricing — means that the impact on specialty lines is not uniformly negative. "Just-in-case" supply-chain reconfiguration can support demand for marine cargo, marine war, aviation war, political violence, SRCC, trade credit, surety, BI/CBI, DSU and cyber, as firms seek protection for rerouting, delayed inputs, supplier failure and geopolitical volatility. These forces create conditions that are supportive of higher nominal premium growth and net income.

Outside specialty lines

The broader P&C impact from supply shocks is indirect rather than through large direct losses, particularly in current situation when market conditions are buyer-friendly.

Property is always exposed via higher construction costs, which are highly sensitive to energy and raw materials. For example, depending on the severity of the Middle East supply shock, construction-related claims severity could increase by 40–220bps in the US and 180–450bps in Germany, relative to pre-conflict assumptions.

In Casualty, motor insurance is similarly affected through higher repair and parts costs driven by supply chain disruptions. Casualty lines are less directly linked to oil but remain sensitive to broader inflation dynamics, including wages and healthcare costs. While those categories face a limited direct impact from the oil price shock, they could increase more in a higher-for-longer inflation environment due to second-round effects.

Premium growth and profitability

In contrast to claims, the impact on premium growth is more muted from the Middle East conflict. Higher oil prices weigh on economic activity and affordability, particularly in energy-importing regions, but the broader effect on insurance demand is limited overall. We expect a slight reallocation of growth across lines this year, rather than a broad-based contraction. War has risen to become the top political violence risk for companies worldwide, and conflict persistence could accelerate demand for political violence and terrorism insurance, as supply chain risk management strategies are once again reimagined.

ASIA INSURANCE REVIEW

Registration for GAIF35 gains momentum

09/07/2026

More than 1,000 delegates have registered to attend the the 35th General Arab Insurance Federation General Conference (GAIF35), three months ahead of the Conference, with momentum building towards attracting more than 2,000 participants from the region and across the world. The delegates hail from at least 37 countries.

Organised by the Jordan Insurance Federation (JIF) under the Royal Patronage, GAIF35 will be held between 4 and 7 October at the King Hussein Ben Talal Convention Centre at the Dead Sea, Jordan, under the theme "Back to Principles".

More than 1,000 delegates have registered to attend the the 35th General Arab Insurance Federation General Conference (GAIF35), three months ahead of the Conference, with momentum building towards attracting more than 2,000 participants from the region and across the world. The delegates hail from at least 37 countries.

Organised by the Jordan Insurance Federation (JIF) under the Royal Patronage, GAIF35 will be held between 4 and 7 October at the King Hussein Ben Talal Convention Centre at the Dead Sea, Jordan, under the theme "Back to Principles".

The GAIF General Conference is recognised as the leading Pan-Arab insurance event and one of the region's most prominent specialised economic conferences. The Conference is distinguished by its broad international participation and the high calibre of attendees, bringing together insurance industry leaders, senior executives, economists, policymakers, regulators, and experts from Arab, regional, and global insurance markets.

To enhance the participant experience, JIF has launched a dedicated conference website offering comprehensive information and integrated digital services. Through the website, participants can arrange hotel accommodation, airport arrival and departure transfers, schedule business meetings via the Meeting Hub facility and access participant support services. The platform also provides information on entry visas requirements, as well as details of the Conference's programme, which addresses the key issues shaping the global insurance industry.

This year's GAIF General Conference in Jordan will feature a diverse programme of social and cultural activities, providing international guests with an opportunity to experience Jordan's rich heritage and vibrant local culture.

Internationale



Climat : le retour d'El Niño accroît le risque de phénomènes extrêmes

03/07/2026

Vagues de chaleur, sécheresses, pluies diluviennes et autres phénomènes météorologiques extrêmes devraient se multiplier dans le monde au cours des prochains mois à mesure que le phénomène El Niño se renforce dans le Pacifique, a averti vendredi l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

Alors que les records de chaleur tombent un à un déjà dans de nombreuses régions du monde, un nouvel acteur s'invite dans l'équation climatique. Après plusieurs années dominées par La Niña, le phénomène El Niño est désormais installé dans le Pacifique tropical et devrait rapidement gagner en puissance.

El Niño est un phénomène climatique naturel provoqué par un réchauffement anormal des eaux de surface du Pacifique équatorial. Pour les météorologues, son retour ne marque pas seulement un changement de cycle océanique : il accroît le risque de phénomènes météorologiques extrêmes bien au-delà du Pacifique.

« El Niño donnera également un coup d'accélérateur supplémentaire aux températures mondiales », a averti vendredi Alvaro Silva, un scientifique de l'OMM, lors d'un point de presse à Genève. « Nous savons que, pendant les années El Niño, les températures mondiales atteignent généralement des niveaux records ».

Le diagnostic de l'agence des Nations Unies est sans ambiguïté. Son dernier bulletin climatique saisonnier prévoit, avec un « haut niveau de confiance », un renforcement rapide du phénomène entre juillet et septembre. Les modèles de prévision convergent : les eaux de surface du centre et de l'est du Pacifique équatorial continueront de se réchauffer fortement, avec des anomalies saisonnières dépassant les 2 °C dans plusieurs zones. C'est cette accumulation de chaleur qui perturbe les grands courants atmosphériques et redistribue les régimes météorologiques à l'échelle de la planète.

Une planète déjà sous tension

Cette annonce intervient alors que l'été ne fait que commencer dans l'hémisphère Nord et que plusieurs régions connaissent déjà des températures exceptionnelles.

« Nous sommes dans la première semaine de juillet, au début de ce qui est traditionnellement le mois le plus chaud de l'année. Pourtant, dès le mois de juin, nous avons déjà observé des températures records dans de nombreuses régions d'Europe. À titre d'exemple, l'Allemagne a enregistré le week-end dernier un nouveau record national avec 41,7 °C », a rappelé Clare Nullis, porte-parole de l'OMM.

Aux États-Unis, l'agence onusienne fait également état d'une vague de chaleur « prolongée et dangereuse » dans le centre et l'est du pays, qui doit se poursuivre jusqu'au week-end de la fête nationale américaine, selon le Service météorologique national américain.

Pour les scientifiques, El Niño ne crée pas à lui seul ces épisodes extrêmes. Mais il agit comme un amplificateur d'un climat déjà profondément réchauffé par les émissions humaines de gaz à effet de serre.

« L'intensité d'El Niño est importante, car elle accroît la probabilité de phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes dans différentes régions du monde... en plus du changement climatique de long terme dû aux activités humaines », a insisté Alvaro Silva.

Des impacts très inégaux selon les régions

Les conséquences attendues diffèrent fortement selon les continents. L'OMM anticipe des conditions plus sèches que la normale en Amérique centrale, dans les Caraïbes ainsi que dans certaines régions d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud. Des déficits de précipitations sont également probables dans une partie de l'Indonésie et de l'Asie du Sud-Est en pleine saison de mousson.

À l'inverse, l'Afrique de l'Est pourrait connaître des pluies supérieures aux normales entre septembre et décembre, avec un risque accru d'inondations. Cette situation pourrait être renforcée par un autre facteur climatique, le dipôle de l'océan Indien, dont le développement est jugé possible dans les prochains mois.

Les météorologues rappellent toutefois qu'aucune région n'est affectée de manière uniforme. Les effets d'El Niño varient selon son intensité, sa durée, la période de l'année et son interaction avec d'autres mécanismes climatiques. Même en période dite « neutre », des événements météorologiques extrêmes peuvent se produire.

Une fenêtre d'action qui se referme

Face à ces perspectives, l'OMM affirme avoir engagé une mobilisation « sans précédent » avec les services météorologiques nationaux et centres climatiques régionaux afin d'aider les gouvernements à anticiper les risques.

« Nous disposons encore d'une fenêtre pour nous préparer et agir de manière précoce. Mais cette fenêtre se referme dans certaines régions », a averti Alvaro Silva. Dans les pays menacés par la sécheresse, l'enjeu est notamment de garantir des réserves d'eau suffisantes pour l'agriculture, la production d'énergie et les autres secteurs essentiels.

El Niño apparaît en moyenne tous les deux à sept ans et dure généralement entre neuf et 12 mois. Il atteint habituellement son intensité maximale entre novembre et février, tandis que ses effets sur la température moyenne mondiale se font souvent sentir avec le plus de force l'année suivante.

Si le réchauffement climatique fixe désormais un niveau de chaleur de plus en plus élevé, El Niño pourrait, dans les mois qui viennent, pousser encore davantage la planète vers ses limites.

InsuranceBUSINESS

China looks to accelerate the development of the Shanghai International Reinsurance Center

09/07/2026

The State Financial Regulatory Commission and the Shanghai Municipal People's Government have issued a joint notice for the re/insurance industry outlining measures to accelerate the development of the Shanghai International Reinsurance Center.

The Shanghai International Reinsurance Center officially launched in October 2024, building on the establishment of the international board for reinsurance trading, and the Shanghai Global Reinsurance Platform in 2023.

In order to develop Shanghai into a global reinsurance hub, China's National Financial Regulatory Administration and the Shanghai municipal government have outlined a number of steps required to thoroughly implement the CPC Central Committee's strategic plan and the State Council's support for Shanghai, with a view to building a leading reinsurance centre and promoting the high-quality development of China's reinsurance market.

These steps include optimising the institutional layout to facilitate the smooth flow and efficient allocation of various factors of production within the Lingang New Area of China and Pilot Free Trade Zone (Lingang New Area).

The document encourages large enterprises to manage their risk protection centrally in the Lingang New Area, and promote precise matching between risk and underwriting capacity.

Another key step is to promote the unified registration of reinsurance contracts, claims, and other information by domestic insurance institutions at the reinsurance registration and trading centre. The goal is to support the reinsurance registration and trading centre by further improving data standards, implementing hierarchical and classified data management, and strengthening data governance and security management in accordance with laws and regulations.

Additionally, the government plans to support overseas reinsurers and reinsurance brokers in conducting referral work through the reinsurance registration and trading centre, promoting the participation of overseas insurance institutions in the Chinese reinsurance market and expanding platform transactions.

It will also work to support reinsurance institutions in increasing capital and issuing capital replenishment instruments to enhance their internal and external capital accumulation capabilities and strengthen the reinsurance industry's overall strength.

The notice calls for an exploration and broadening of channels for diversifying special risks like catastrophic risks. It will support insurers in opening dedicated custody accounts and dedicated fund settlement accounts in the Lingang New Area, and make good use of policies facilitating overseas investment of cross-border reinsurance inflow income.

The government plans to leverage the advantages of the Lingang New Area in the cross-border sector, to attract insurers to expand into more incremental markets and enhance their cross-border reinsurance business management capabilities.

The document said, "We will support insurance institutions in introducing cutting-edge risk modelling and underwriting experience and cultivating core technologies. We will improve the international reinsurance consultation mechanism, creating a platform for gathering global wisdom and a window to expand opening up, promptly showcasing the achievements of Shanghai's international reinsurance center construction, and continuously enhancing its international influence."

The government asks to support the Shanghai Financial Regulatory Bureau in researching and establishing a monitoring system adapted to reinsurance risks, improve the penetration and effectiveness of risk monitoring for cross-border reinsurance and on-exchange transactions, and maintain the safe and stable operation of the Shanghai International Reinsurance Center.

Fraude à l'assurance automobile : l'intelligence artificielle ouvre une nouvelle ère des faux sinistres

07/07/2026

Des photos modifiées pour simuler des accidents

Grâce aux outils d'intelligence artificielle générative désormais accessibles au grand public, il est aujourd'hui possible de modifier une simple photographie de véhicule afin d'y ajouter des impacts, rayures, pare-brise fissurés ou autres dommages inexistants.

Ces images sont ensuite utilisées par certains fraudeurs pour tenter d'obtenir une indemnisation auprès de leur compagnie d'assurance.

Selon le reportage, les réseaux sociaux regorgent désormais de démonstrations montrant la facilité avec laquelle ces manipulations peuvent être réalisées en quelques secondes.

Les assureurs renforcent leurs dispositifs de détection Face à cette évolution des techniques de fraude, les compagnies d'assurance adaptent progressivement leurs méthodes de contrôle.

Interrogé dans le reportage, Loïc Kueny, Directeur Marketing de Direct Assurance, explique que les tentatives de fraude utilisant des documents falsifiés connaissent une forte progression.

L'assureur indique détecter chaque année plusieurs millions d'euros de demandes frauduleuses et observe une multiplication des faux documents générés ou modifiés grâce aux outils d'intelligence artificielle.

Les équipes spécialisées analysent désormais les incohérences visuelles laissées par ces technologies, comme la répartition des impacts, les effets de lumière ou certaines anomalies graphiques invisibles au premier regard.

Les experts automobiles restent un maillon essentiel

Même si les images générées par l'intelligence artificielle deviennent de plus en plus réalistes, les professionnels de l'expertise automobile conservent un rôle déterminant dans la détection des fraudes.

Le reportage montre qu'un réparateur automobile est capable d'identifier plusieurs incohérences techniques entre les dégâts visibles sur une photographie et les dommages réellement compatibles avec un choc automobile.

L'expertise humaine demeure ainsi un complément indispensable aux outils numériques utilisés par les compagnies.

Des applications pour sécuriser les déclarations de sinistres

Afin de limiter les risques de manipulation des photographies, plusieurs assureurs déploient désormais des applications dédiées à la déclaration des sinistres.

Ces solutions permettent aux assurés de prendre directement les clichés depuis l'application de leur compagnie. Les images sont instantanément géolocalisées, horodatées et analysées, réduisant ainsi les possibilités de modification préalable.